



## CONCLUSIONS

# Réunion du Collectif Solidarité Haïti

Le mardi 16 février 2010  
à Cités Unies France  
9 rue Christiani  
75018 Paris

---

## RELEVÉ DES CONCLUSIONS

---

1. Monsieur Charles Josselin, Président de Cités Unies France (CUF), a introduit la séance en mentionnant qu'il s'agissait d'une deuxième réunion consacrée à Haïti depuis le séisme du 12 janvier dernier, avec cette fois un nombre de participants plus resserrés. Il a rappelé que la visite à Haïti de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République de France, accompagné de Mrs. Bernard Kouchner, Alain Joyandet et Mme Chantal Moreno, de l'AIMF, aura lieu le 17 février 2010. La participation de M. Christian Dupuy, Maire de Suresnes et Président du Groupe-pays Haïti, reste à confirmer.
2. La Conférence des Donateurs aura lieu le 31 mars au Siège des Nations Unies à New York, le 31 mars. Elle sera co-accueillie par les Nations Unies et le gouvernement des Etats-Unis. Pour préparer la conférence, quatre rencontres sectorielles réunissant les principaux acteurs non étatiques identifiés pour la reconstruction d'Haïti : les collectivités territoriales, la diaspora, les ONG et les entreprises. La rencontre des Collectivités territoriales au niveau mondial sera organisée par le gouvernement français le 23 mars à la Martinique. Cette proposition française a été validée par M. Bill Clinton, émissaire spécial des Nations unies pour Haïti. La rencontre concernant la Diaspora sera organisée par le gouvernement canadien. La rencontre des ONG se fera sous l'égide des Nations Unies. Le secteur privé est invité par la BID et les Etats-Unis.<sup>1</sup>
3. Une intervention de M. Aldy Castor, Président de l'Association Haitian Resource Development Foundation basée à Miami, a confirmé la volonté de la diaspora haïtienne des Etats-Unis de conjuguer ses efforts avec ceux des collectivités territoriales. M. Michel Saint-Croix, Maire de Cap-Haïtien, a évoqué un nouveau drame dû aux pluies diluviennes qui se sont abattues sur la ville. Une école s'est

---

<sup>1</sup> Le paragraphe 2. est entièrement actualisé par des informations diffusées suite à la réunion du 19/02/2010, avec l'Ambassadeur M. Duquesne.

effondrée, faisant quatre morts. Il a également rappelé l'état de destruction de pays, suite au séisme, du point de vue humain, matériel, intellectuel, économique... 100.000 déplacés ont été accueillis au Cap Haïtien.

4. Le 8 février 2010, une réunion a eu lieu à Miami avec M. Nicolas Wit, Directeur adjoint de CUF, Mrs Jean-Louis Testud et Philippe François, de la mairie de Suresnes, des maires états-uniens et notamment M. André Pierre, d'origine haïtienne, maire de North Miami où la communauté haïtienne est importante, M. Aldy Castor, représentant de la diaspora, M. Michel Saint-Croix, Maire du Cap-Haïtien. Les conclusions de cette rencontre visent à souligner que, dans le contexte actuel, les collectivités territoriales constituent un recours incontournable. Les participants à cette réunion soutiennent la démarche de M. André Pierre, qui va intervenir auprès du gouvernement de Haïti et des Etats-Unis, ainsi qu'auprès de M. Bill Clinton, pour inscrire les collectivités territoriales dans le processus de reconstruction.
5. Dans le cadre de la Rencontre contre la pauvreté organisée par le PNUD à Rotterdam, entre le 24 et le 26 février, une session spéciale sur Haïti est organisée. Le président et le directeur adjoint de CUF y rencontreront les maires de Port-au-Prince, Tabarre, Carrefour et Croix-des-Bouquets.
6. Plusieurs interventions de la salle ont réaffirmé la place de l'Etat Haïtien souverain dans son pays. Celui-ci travaille en coordination avec de nombreux acteurs, et doit associer les collectivités territoriales dans la détermination des priorités. Le PNUD travaille en étroite coordination avec le gouvernement haïtien. Le PNUD concentre ses efforts sur le « relèvement rapide ». Son programme « Argent contre travail » (Cash for work) emploie aujourd'hui 35.000 personnes rémunérées à hauteur de 5 US Dollars (soit 180 gourdes) pour 6 heures de travail, à des tâches de déblaiement, de tri de matériaux...
7. L'idée d'un correspondant « Coopération Décentralisée », en lien avec CUF, basé à l'Ambassade de France est en discussion avec celle-ci. Il est annoncé par ailleurs que M. Joseph Tréhel, Conseiller de la Région Ile-de-France, viendra renforcer l'équipe de CUF pour porter le dossier Haïti, à partir du mois d'avril.
8. Une coordination est en train de se mettre en place avec la Fédération des Municipalités Canadiennes, l'association des villes néerlandaises, et Cités Unies France. Evoquée lors de la rencontre du groupe-pays Haïti du 28 janvier dernier, cette collaboration est en train d'avancer.
9. La venue à Paris du Maire du Port-au-Prince, M. Jean-Yves Jason, est annoncée et coordonnée par la ville de Paris et de la Rochelle. Une rencontre sera proposée pour le 23 février 2010.

10. L'Association des Maires de France a choisi de soutenir le fonds de concours du centre de crise du Ministère des Affaires étrangères et européennes français. L'AMF a demandé au Ministre des Affaires Etrangères et Européennes, M. Bernard Kouchner, que les fonds versés par les collectivités locales françaises, dans ce cadre, soient affectés en priorité à la reconstruction et, plus précisément, à des équipements et services publics locaux relevant de la compétence des municipalités (écoles, dispensaires, mairies...). Elle a également indiqué aux responsables du centre de crise que l'AMF souhaiterait être associée au Comité de pilotage qui décidera des projets susceptibles d'être financés grâce aux dons des communes françaises.
11. L'ARF a rappelé avoir écrit au Président de la République d'Haïti, M. René Préval, pour annoncer son soutien destiné à la reconstruction d'établissements scolaires et professionnels.
12. Un certain nombre de collectivités territoriales françaises déjà engagées avec des partenaires haïtiens ont commencé à travailler directement avec ceux-ci pour répondre aux premiers besoins. Plusieurs d'entre elles se sont exprimées comme Suresnes, Pontarlier, Paris, La Rochelle, la région Ile-de-France, l'IRCOD... •

## **LISTE DES PARTICIPANTS**

ACTED, Monsieur BERNARD Pascal, Dirops  
 AFCCRE, Monsieur LECOMPTE Pierre, Chargé de mission  
 AIMF, Monsieur LEUVREY Bruno, Conseiller  
 AMBASSADE D'HAÏTI EN FRANCE, Monsieur DELVA Maguet, Responsable de communication  
 AMF, Madame PREVOT Carole, Responsable des relations internationales et européennes  
 ARF, Madame DUSSELIER Maryse, Déléguée aux relations internationales  
 ARF, Madame CHAMOUN Dayana, Chargée d'étude Coopération Décentralisée  
 CAP HAÏTIEN (Haïti), Monsieur SAINT-CROIX Michel, Maire  
 CITES UNIES FRANCE, Madame ALGALARRONDO ALVEAR Annie, Assistante  
 CITES UNIES FRANCE, Monsieur GALLET Bertrand, Directeur général  
 CITES UNIES FRANCE, Monsieur JOSSELIN Charles, Président  
 CITES UNIES FRANCE, Madame MEDINA Félicia, Chargée de mission  
 CITES UNIES FRANCE, Monsieur WIT Nicolas, Directeur Adjoint  
 COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA ROCHELLE, Monsieur GROSCOLAS Daniel, Vice-président  
 COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LARMONT, Madame BALLYET Anne-Lise, Assistante de projet  
 COMMUNAUTE URBAINE DE NANTES, Madame MARCHAND Élodie, Directrice Coopération Internationale  
 CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE, Madame MARIN Vinciane, Coopération décentralisée  
 CONSEIL GENERAL DE GUYANE, Monsieur AMILCAR Nixon, Directeur de la communication  
 CONSEIL GENERAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS, Madame HUP Véronique, Assistante du chef de service SRICD  
 CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE, Monsieur PEYRON Christophe, Chargé de mission

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE, Monsieur TREHEL Joseph, Conseiller régional  
CONSEIL GENERAL DES CÔTES D'ARMOR, Madame GUILMIN Dominique, Responsable de coopération  
HAITIAN RESOURCE DEVELOPMENT FOUNDATION, Monsieur CASTOR Aldy, Président  
IRCOD, Monsieur SIGNORET Franck, Chargé de mission  
IRCOD, Monsieur JOASSAINT Pierre-Michel, Consultant haïtien  
LAMBALLE représentée par Centre de Gestion 22, Monsieur GEORGET Ambroise, Directeur Général  
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES, Monsieur DEVAUX Ambroise, Cellule de Monsieur DUQUESNE  
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES, Madame ZEYJMAN Martine, Adjointe au Délégué pour la DAECT  
NATIONS UNIES, Monsieur FORST Michel, Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en Haïti  
NANTES, Monsieur CESTOR Octave, Adjoint au maire  
PARIS, Madame LEVIEUX Véronique, Directrice de Cabinet  
PARIS, Monsieur SCHAPIRA Pierre, Adjoint au maire  
PNUD, Madame SWAMY Gita, Bureau de la prévention des crises et du relèvement  
RENNES, Madame BARBOTIN Catherine, Conseillère municipale déléguée  
STRASBOURG, Madame MILLET Sandrine, Chargée de mission aux relations internationales  
SURESNES, Monsieur FRANCOIS Philippe, Directeur général des services  
SURESNES, Madame GAUDE Valérie, Chargée de coopération  
SURESNES, Monsieur TESTUD Jean-Louis, Adjoint au maire

EXCUSES :

NICE

PAYS DE SAVOIE SOLIDAIRES